



**Bruxelles, le 26 février 2022
(OR. fr)**

6640/22

ENER 67

NOTE

Origine:	la présidence
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	Situation énergétique en Europe suite à la crise en Ukraine - <i>Échange de vues</i>

En vue de la réunion extraordinaire du Conseil TTE "Énergie" du 28 février 2022, les délégations trouveront en annexe la note de cadrage préparée par la Présidence française.

Le Conseil européen du 24 février 2022 a appelé à faire avancer les travaux sur la préparation et l'état de préparation à tous les niveaux et a invité la Commission, en particulier, à proposer des mesures d'urgence, y compris dans le domaine de l'énergie.

Dans ce contexte et à la lumière des développements les plus récents, cette réunion du Conseil TTE (Énergie) abordera les points suivants :

1- La Commission informera de son analyse de la **situation actuelle** en ce qui concerne la sécurité de l'approvisionnement en pétrole et en gaz, ainsi que de l'évolution des prix de l'énergie.

2- La Commission présentera également ses différentes analyses et simulations de l'état de préparation de **divers scénarios hypothétiques** de perturbations, les mesures supplémentaires éventuelles (notamment en matière de stockage) et les préparatifs pour **l'hiver prochain**.

S'agissant de la situation actuelle, les ministres de l'énergie seront invités à présenter leur analyse de la situation générale ainsi que de leur situation spécifique en ce qui concerne l'approvisionnement, les stocks et les flux énergétiques actuels.

S'agissant des éventuelles perturbations additionnelles et de la préparation des prochains mois, les ministres seront invités à échanger leurs analyses sur l'état de préparation et les éventuelles mesures d'urgence à prévoir.

Ce débat ministériel vise à faire le point sur les actions supplémentaires possibles en termes de sauvegarde de l'approvisionnement, d'usage des stocks stratégiques pétroliers, de gestion des stocks gaziers, en particulier dans la perspective des semaines et des mois à venir, et de renforcement de la coordination entre l'Union et les États membres et de la diffusion de messages communs.

Le débat ministériel vise aussi à faire le point sur les réponses possibles au niveau de l'Union et des options pour les États membres en ce qui concerne l'impact des prix sur les ménages, les industries et l'économie, dans la situation actuelle et dans divers scénarios hypothétiques.

3- Enfin, la situation actuelle a également donné lieu à des appels à **l'assistance à l'Ukraine** dans le secteur de l'énergie. Les ministres seront invités à partager leur point de vue sur les modalités d'une telle assistance.